

**TRAFFIC**

NOTE D'INFORMATION

# COMMERCE DE BOIS DU CAMEROUN

## MANUEL DE FORMATION SUR LA LÉGALITÉ

AOÛT 2017

*Denis MAHONGHOL, Paulinus NGEH, Hin Keong CHEN*





## Objectifs du manuel

Renforcer les capacités des opérateurs et acteurs du secteur privé au Cameroun dans le commerce de bois légal.

### LOIS ET RÈGLEMENTS



Ce manuel cherche à offrir une meilleure compréhension des législations et réglementations forestières du Cameroun pour tous les opérateurs de la chaîne d'approvisionnement en bois, par le prisme légal des Accord de Partenariat Volontaire de l'Union Européenne. Cela s'applique également aux opérateurs chinois.

### GOVERNANCE ET TRANSPARENCE



Ce manuel vise également à améliorer la gouvernance et la transparence de la gestion forestière, de l'exploitation et du commerce de bois au Cameroun par les entreprises d'exploitation de bois chinoises et autres, y compris les opérations majoritairement soutenues par les capitaux chinois.

## Chiffres-clés concernant le Cameroun

**22,5 millions** d'hectares de forêts production annuelle de bois : **2,3 millions m<sup>3</sup>**

Le secteur forestier représente : **30% de l'économie** ; environ **4% du PIB** ; il fournit des emplois directs et permanents à **22 722 personnes**

## Informations de référence - contexte

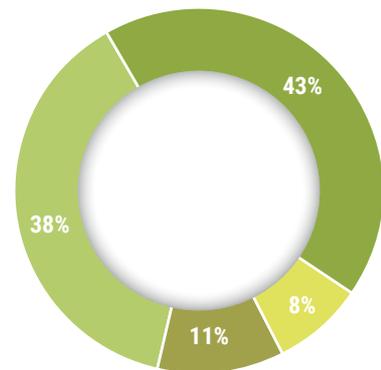
Le secteur forestier du Cameroun est dominé par les entreprises d'exploitation forestière, dont la plupart exportent le bois national en Europe et en Asie. Au Cameroun, les investissements des entreprises étrangères dans le secteur forestier, le commerce de bois et les opérations associées augmentent en volume et en importance. Cette note d'information donne un aperçu du contexte du commerce de bois actuel au Cameroun, et montre de quelle manière le manuel de formation sur la légalité peut aider les entreprises à respecter la légalité pour le commerce de bois.

### La Chine continentale est l'un des principaux consommateurs de produits forestiers camerounais

Les investissements chinois dans le secteur forestier au Cameroun ont augmenté de façon exponentielle, et des quantités énormes de bois et de produits forestiers non-ligneux sont exportées vers la Chine et d'autres pays asiatiques. Les marchés chinois peuvent donc jouer un rôle significatif en offrant des opportunités qui peuvent être utilisées pour améliorer la contribution de la croissance issue du secteur forestier dans l'économie nationale du Cameroun.

Dans ce contexte, il est très important de garantir le respect des politiques et législations nationales, afin d'optimiser les bénéfices à tous les niveaux de la chaîne d'investissement. Ce manuel de formation a été rédigé dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet financé par le Département pour le développement International du Royaume-Uni (DFID), intitulé : « Renforcer les actions du gouvernement et l'industrie chinois (e) pour réduire le bois illégal dans les chaînes d'approvisionnement du Cameroun »

Investissements forestiers et commerce de bois impliquant les entreprises chinoises au Cameroun.  
Source : **Chupelzi et al., 2015**



- Entreprises chinoises
- Entreprises avec partenariat chinois
- Entreprises exportant vers la Chine avec des partenaires non-identifiés
- Vendeurs domestiques potentiels avec des partenaires chinois non-identifiés

### Evolution de la dynamique du commerce depuis 2004

**55%**

Part des exportations de bois camerounaises en Chine continentale, RAS de Hong Kong et de Taiwan

**173%**

Augmentation des exportations de grumes originaires du Cameroun entre 2004 et 2014

## Définition de la légalité au Cameroun

**Le Cadre national de la légalité** du Cameroun se base sur l'APV signé avec l'UE et comprend 8 grilles de légalité qui couvrent plusieurs régimes forestiers et commerciaux dans le pays. À l'exception de la grille de légalité 8, les grilles du Cameroun se basent sur 5 critères communs (voir schéma : Définition globale de la légalité du Cameroun)

## Utilisateurs du Manuel



**Le Manuel de formation sur la légalité du commerce de bois du Cameroun** est conçu comme un outil pour le **secteur privé et le gouvernement du Cameroun** (surtout les entreprises chinoises opérant au Cameroun) afin de surveiller toute activité illégale dans leurs chaînes d'approvisionnement et de réaliser une évaluation des risques avec obligation de vigilance dans le cadre du négoce de bois.

Ce manuel peut être adapté selon l'utilisation dans des chaînes d'approvisionnement nationales similaires, après des ateliers collaboratifs avec divers partenaires comme des **ONG locales et internationales**.

Nous espérons que ce manuel sera **adopté par des institutions de formation** au Cameroun et ailleurs, en complément d'autres.

## Structure du manuel

Le manuel de formation sur la légalité du commerce de bois du Cameroun est composé de 5 sessions



### SESSION 1

#### Aperçu des définitions de la légalité du bois

Cette session présentera la définition de la légalité du bois de l'APV, telle qu'élaborée pour le Cadre commun de vérification de la légalité du Réseau global forêts et commerce (GFTN) WWF -TRAFFIC.



### SESSION 2

#### Législation sur les forêts et instruments légaux au Cameroun

Plusieurs instruments réglementaires, cadres et notes d'orientation ont été élaborés pour souligner la bonne gestion, la surveillance et le contrôle des forêts au Cameroun. Cette session décrit en détail les procédures liées à leur mise en œuvre.



### SESSION 3

#### Exigences sur la légalité du bois au Cameroun

Le Cameroun a signé un APV avec l'UE en 2010, qui inclut diverses exigences pour garantir la conformité avec la définition acceptée de la légalité dans le pays. Cette session offre un aperçu de ces exigences, même si le Cameroun reste encore à émettre un certificat APV FLEGT.



### SESSION 4

#### Délits, répercussions et procédures juridiques

Le système judiciaire du Cameroun est organisé de telle façon qu'il inclut également les infractions forestières. Cette session offre un aperçu du secteur judiciaire au Cameroun, des informations sur plusieurs tribunaux et leurs champs d'action, ainsi que les sanctions liées à toutes les infractions sur le terrain.



### SESSION 5

#### Institutions et documents pour le commerce de bois légal

Ce manuel ne traite pas toutes les questions liées à la légalité du bois au Cameroun, mais seulement celles approuvées par l'APV. Cette session oriente donc les utilisateurs vers d'autres documents et institutions forestières.

## A propos de TRAFFIC

**TRAFFIC**, le réseau de surveillance du commerce des espèces animales et végétales sauvages, est la principale organisation non-gouvernementale à l'échelle mondiale se consacrant à l'encadrement du commerce d'espèces sauvages de faune et de flore dans un contexte marqué par les enjeux de conservation de la biodiversité et du développement durable.

[traffic.org](http://traffic.org)

### Plus d'informations



#### TRAFFIC

Bureau régional Afrique centrale  
s/c UICN, Bureau régional pour  
l'Afrique centrale  
BP 5506  
Yaoundé, Cameroun

tél: (237) 2206 7409  
email: [tcaf@traffic.org](mailto:tcaf@traffic.org)

#### TRAFFIC

Siège  
David Attenborough Building  
Pembroke Street  
Cambridge CB2 3QZ  
Royaume-Uni

tél: (44) 1223 277427  
email: [traffic@traffic.org](mailto:traffic@traffic.org)

### Crédits photos

Couverture: © Martin Harvey / WWF

Page 1: © Brent Stirton / Getty Images / WWF-UK

Page 2: © Mauri Rautkari / WWF

Page 3: © Olivier Van Bogaert / WWF

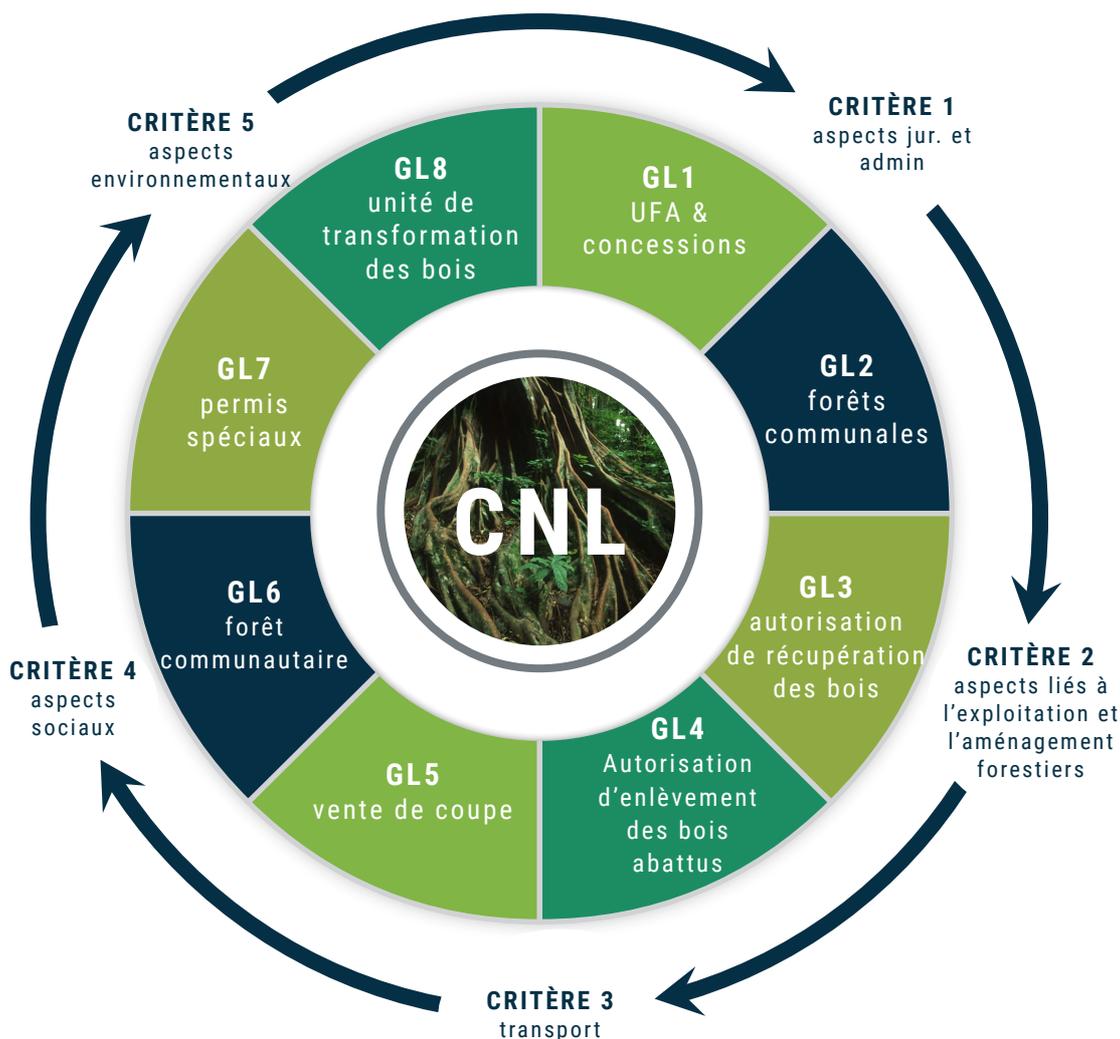
Toutes autres images ©

**TRAFFIC**  
the wildlife trade monitoring network



## Définition globale de la légalité du Cameroun

Le Cadre national de la légalité du Cameroun (CNL) comprend huit grilles de légalité (GL). À l'exception de la GL 8, 5 critères communs forment la base de chaque grille de légalité du Cadre national de la légalité du Cameroun.



Retrouvez l'intégralité du manuel de formation sur la légalité ici : [traffic.org/storage/cameroon-timber-manual.pdf](http://traffic.org/storage/cameroon-timber-manual.pdf)



Ce projet est financé par UK Aid, programme du gouvernement du Royaume-Uni